

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra – 27/11/2025

AUSTRALIE – BREVES 3

Climat – Nouvelle NDC de l'Australie (62-70% en 2035), plan sectoriel pour l'agriculture, et fort soutien de 1,1 Md AUD aux carburants plus verts 3

Climat - L'Australie laisse à la Turquie l'organisation de la COP31, mais le ministre Chris Bowen présidera l'événement 3

Climat – A la COP30, l'Australie promeut l'agriculture *climate-smart* et la subsidiarité 4

Commerce – Le secteur agricole australien salue la levée de certains droits « réciproques » américains 4

Production – Le secteur agricole australien continue sa trajectoire vers son objectif de 100 Md AUD de valeur brute de production en 2030 4

Déforestation – La filière australienne de la viande bovine défend son bilan environnemental ; le sujet de la déforestation reste très sensible 4

Déforestation – Les exploitations bovines australiennes prêtes à répondre aux exigences du RDUE ? 5

Eau – Le gouvernement fédéral lance un nouveau round d'achats de volumes d'eau d'irrigation dans le bassin de Murray-Darling 5

Environnement – Le secteur agricole s'inquiète de la réforme de l'*Environment Protection and Biodiversity Conservation (EPBC) Act* 5

Commerce – Peu de signaux de reprise des discussions sur l'accord de commerce UE-Australie 5

Commerce - L'Australie et la Nouvelle-Zélande se rapprochent en matière commerciale 6

Commerce - L'accord de commerce entre l'Australie et les Emirats arabes unis est entré en vigueur début octobre 6

Production – La récolte australienne de grains 2025-26 anticipée à 62,8 Mt 6

Production – La production australienne de bœuf atteint de nouveaux records 6

Production – La production australienne de lait devrait continuer de décroître 6

Production – Le gouvernement fédéral consacre 27 M AUD à l'adaptation à la sécheresse 6

Climat – Le Parti National et le Parti Liberal abandonnent la cible de net zéro à 2050 7

Alimentation – Le gouvernement australien installe un conseil national de l'alimentation 7

SPS – Une évaluation du système australien de biosécurité révèle des failles dues à des manques de coordination interne 7

SPS – Les autorités australiennes modifient certains usages du diméthoate sur myrtilles, framboises et mûres	7
SPS – Les agences sanitaires australienne et néo-zélandaise partageront leurs évaluations de nouveaux produits ..	7
R&D – Les dépenses de R&D dans l'agriculture australienne représentent 3,0 Md AUD en 2024-25.....	7
Réunion des ministres fédérale et fédérés de l'Agriculture	8
Production – Les 10% plus grosses exploitations agricoles australiennes (élevage et grandes cultures) représentent 56,3% de la production	8
Pêche – Le gouvernement australien renforce ses contrôles à l'import pour éviter les produits de la pêche INN.....	8
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 25/11/2025)	8
AUSTRALIE – MICRO-BREVES	9
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES	12
Investissement – Les actionnaires de Fonterra approuvent massivement la vente des activités grand public à Lactalis ; le Vice-Premier ministre critique ouvertement Fonterra ; Fonterra précise sa stratégie post-vente à Lactalis.....	12
Climat – Le gouvernement abaisse la cible néo-zélandaise à 2050 de réduction du méthane biogénique et fait l'objet de fortes critiques.....	13
Climat – La filière néo-zélandaise de la viande rouge lance une déclaration internationale appelant à une approche différenciée par gaz à effet de serre.....	14
Commerce – La Nouvelle-Zélande salue la levée de certains droits de douane « réciproques » américains (bœuf notamment)	14
Commerce – Visite du Commissaire Sefcovic pour un sommet UE-NZ rassemblant 500 entreprises	15
SPS – Les ventes d'antibiotiques agricoles en Nouvelle-Zélande continuent de baisser depuis 2017.....	15
Commerce – La Nouvelle-Zélande et l'Inde poursuivent leur rapprochement, sans conclure sur le commerce agricole.....	15
Alimentation – Les pertes et gaspillages alimentaires en Nouvelle-Zélande représenteraient 237 kg par personne et par an	15
Production – Le gouvernement néo-zélandais limite les possibilités de conversions de terres agricoles en carbon farming.....	16
Génétique – NZ First bloque le projet de loi modernisant le recours aux techniques de modification et d'édition génétiques.....	16
Alimentation – Lancement du guide Michelin en Nouvelle-Zélande	16
Production - L'usine Barkers (groupe Andros) monte en volume de production.....	16
Production – La filière néo-zélandaise du vin fête les 30 ans de son dispositif de certification <i>Sustainable Winegrowing NZ</i>	17
Investissement – Les actionnaires d'Alliance valident la vente de 65% des parts de la coopérative à l'Irlandais Dawn Meats	17
SPS – Le néo-zélandais Oritain acquiert un laboratoire français	17
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 25/11/2025)	17
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES	18

AUSTRALIE – BREVES

Climat – Nouvelle NDC de l'Australie (62-70% en 2035), plan sectoriel pour l'agriculture, et fort soutien de 1,1 Md AUD aux carburants plus verts

Le gouvernement australien a annoncé viser de réduire de 62 à 70% ses émissions d'ici à 2035, par rapport à 2005. Bien que des groupes se soient dits déçus de ne pas voir le seuil de 70% figurer en plancher, cela correspond à un relèvement de l'ambition de l'Australie, par rapport à la cible prévalant précédemment, de -51% en 2035. Le gouvernement a estimé que l'atteinte de cette cible ambitieuse produirait des bénéfices économiques pour le pays, en comparaison d'une situation d'inaction. Parmi les leviers envisagés figurent un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, à l'image du dispositif européen, et qui s'appliquerait aux imports les plus intensifs en carbone, dont les intrants agrochimiques.

Un second levier mis en avant concerne le développement des biocarburants. Le gouvernement a ainsi annoncé un programme de 1,1 Md AUD sur le développement des chaînes de production et de distribution de carburants plus propres, en particulier à partir de colza, sorgho, sucre (dont betterave à l'essai), et résidus de l'exploitation forestière transformés en méthanol bas carbone. L'objectif de ce plan est de lever les barrières qui ont jusqu'ici empêché la production australienne de biocarburants de décoller : manque de certitude sur le soutien aux investissements ; et manque d'unités de transformation. Le secteur de l'élevage a appelé à être associé, certains coproduits de la fabrication de biocarburants pouvant être valorisés en aliment animal. Alors que l'Australie exporte pour environ 4 Md AUD par de matières premières éligibles à la fabrication de biocarburants, notamment des graines de colza et des graisses animales, une filière australienne de biocarburants pourrait représenter une opportunité de 36 Md AUD en 2050. Dans ce secteur, le gouvernement a également mené une consultation publique sur une possible stratégie nationale des bioénergies. Dans la foulée, la *Grains Research and Development Corporation* a publié de son côté une feuille de route pour le

développement des carburants bas carbone fabriqués à partir d'oléagineux ; cette stratégie aborde également la valorisation de résidus pour la production d'huile à biocarburants. Ces développements sont particulièrement à enjeux, alors que l'Australie importe actuellement 90% du carburant qu'elle consomme, que des investissements augmenteraient sensiblement les prix à la pompe, et que les réserves de diesel dans le pays ne dépasseraient pas 26 jours, sujet d'inquiétude pour le secteur agricole.

Le gouvernement a également publié le plan sectoriel de réduction des émissions dans l'agriculture et les sols. Celui-ci, qui ne fixe pas de cible de réduction spécifique au secteur agricole, met l'accent sur le stockage de carbone dans la végétation et les sols comme principal levier d'action, avec les changements de pratiques et l'adoption de technologies. Les modélisations du Trésor indiquent que l'agriculture réalisera sa part de l'effort national au net zéro à 2050 si elle réduisait ses émissions de 28% et augmentait de 126% le carbone stocké dans les sols. [DAFF](#), [Minister Collins](#), [ABC](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [GRDC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Minister Collins](#), [ABC](#), [Farmonline](#)

Climat - L'Australie laisse à la Turquie l'organisation de la COP31, mais le ministre Chris Bowen présidera l'événement

Le ministre australien du Changement Climatique M. Chris Bowen annoncé le retrait de la candidature australienne pour accueillir la COP31 fin 2026, en échange d'en piloter les négociations et de mettre en avant les pays du Pacifique, notamment par un événement pré-COP. L'accueil de l'annonce a été mitigé, entre un sentiment d'occasion manquée pour faire avancer la politique australienne en matière d'énergies renouvelables, et l'obtention d'un équilibre satisfaisant avec la Turquie. Les chefs de gouvernement du Pacifique, qui attendaient beaucoup de la tenue de la COP dans cette région du monde particulièrement concernée par le

changement climatique, se sont dits déçus par ce résultat. [ABC](#), [FBC News](#), [ACF](#)

Climat – A la COP30, l'Australie promeut l'agriculture *climate-smart* et la subsidiarité

A l'occasion de la COP30 à Belem, les représentants officiels et intervenants australiens ont promu la capacité du secteur agricole australien à innover et adopter des nouvelles solutions intelligentes face au climat. Ils ont également mis en avant l'importance de laisser à chaque pays la possibilité de définir ses moyens d'action, rappelant qu'il n'y a pas de modèle agricole durable unique. L'Australie a soutenu l'initiative du Brésil *Resilient Agriculture Investment for Net Zero land degradation*, aux côtés de 8 autres pays (Canada, Allemagne, Japon, Arabie Saoudite, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Royaume-Uni). [DAFF](#)

Commerce – Le secteur agricole australien salue la levée de certains droits « réciproques » américains

Dans un contexte de forte baisse de la production américaine, le Président Trump a annoncé la levée des droits de douane dits « réciproques » sur un certain nombre de produits dont le bœuf, les avocats, les ananas, les bananes. Les filières australiennes saluent cette évolution, en particulier pour la viande bovine qui bénéficie de prix de vente tirés à la hausse par la forte demande américaine. La filière ovine américaine continue quant à elle de demander une protection face aux importations en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, sous la forme d'une enquête au titre des articles 201 et 202 de l'*US Trade Act*. Selon la filière, les importations américaines ont augmenté de 45% entre 2020 et 2023, lui faisant perdre 9% de parts du marché domestique, les imports représentant désormais 70% de la consommation nationale. A ce stade, l'administration américaine n'a pas donné suite.

[Nightly](#), [Farmers Weekly](#), [NFF](#), [ABC](#), [MLA](#)

Production – Le secteur agricole australien continue sa trajectoire vers son objectif de 100 Md AUD de valeur brute de production en 2030

La ministre de l'Agriculture et la *National Farmers Federation* (NFF) saluent la performance du secteur et sa trajectoire, qui devraient lui permettre d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé en 2017, de dépasser 100 Md AUD de valeur brute de production en 2030. Il devrait en effet réaliser une valeur de 101,6 Md AUD pour la campagne 2025-26 selon les chiffres du gouvernement. La NFF relève cependant quelques défis, concernant notamment la sécurité des travailleurs sur les fermes, la santé mentale, l'attractivité de la filière, la durabilité, et la compétitivité sur les marchés mondiaux. [NFF](#), [Minister Collins](#)

Déforestation – La filière australienne de la viande bovine défend son bilan environnemental ; le sujet de la déforestation reste très sensible

Le rapport annuel de l'*Australian Beef Sustainability Framework* publié en octobre salue la production record de viande bovine australienne, combinée à des avancées en matière de durabilité. Le rapport note en particulier que la surface pâturée sous forêt atteint un record (69,83 Mha) ; que les émissions nettes de carbone ont baissé de 70,1% depuis 2005 (1 kg de bœuf émet actuellement 12,1 kgéqCO₂) ; que 81% des éleveurs mettent en œuvre des pratiques améliorant la santé des sols et la rétention d'eau ; et que 55% des surfaces de production bovine sont gérées pour livrer des impacts positifs en matière de biodiversité.

Le sujet de la déforestation et du défrichement pour l'élevage bovin garde cependant une forte sensibilité. L'*Australian Conservation Foundation* relaie des recherches de l'*Australian National University* et de *Griffith University* qui montrent que les coupes de forêt se produisent majoritairement dans des zones denses en carbone et hébergeant beaucoup d'espèces, tandis que la revégétation se produit en zones sèches à faible potentiel de stockage de carbone et d'habitat, faussant ainsi le bilan national des surfaces déforestées nettes. L'*Australian Climate and*

Biodiversity Foundation estime que des vides juridiques dans l'*Environment Protection and Biodiversity Conservation (EPBC) Act* induisent des pratiques de déforestation; ce que la *National Farmers Federation* conteste. Enfin, des représentants de l'organisation *Wilderness Society* ont mené une opération lors de l'assemblée générale annuelle de la première chaîne de grande distribution en Australie *Woolworths*, accusant le groupe d'avoir affaibli ses engagements de ne plus mettre à la vente de viande de bœuf liée à de la déforestation, et de s'être aligné sur la note de faible risque attribuée par l'UE à l'Australie, qu'ils estiment biaisée. [Farmonline](#), [NFF](#), [Farmonline](#), [ACF](#), [MLA](#)

Déforestation – Les exploitations bovines australiennes prêtes à répondre aux exigences du RDUE ?

Un test a été conduit par le centre de recherche coopératif *Food Agility* auprès de 107 exploitations bovines fournissant la chaîne *Teys*. Sélectionnées dans deux régions de production différentes, produisant du bœuf à l'herbe et du bœuf au grain, et déjà accréditées pour exporter vers l'UE, elles étaient évaluées sur leur capacité à fournir les données demandées par l'UE. 100% des exploitations ont été évaluées conformes aux exigences du règlement européen sur la déforestation et la dégradation des forêts. [Farmonline](#)

Eau – Le gouvernement fédéral lance un nouveau round d'achats de volumes d'eau d'irrigation dans le bassin de Murray-Darling

Le ministre de l'Environnement, et ancien ministre de l'Agriculture M. Murray Watt, a lancé un appel à rachats sur crédits fédéraux pour un volume total de 130 GL d'eau destinée à l'irrigation dans le bassin Murray-Darling. Cela porte à 300 GL les volumes totaux rachetés, en accord avec le plan de bassin Murray-Darling visant à restaurer la santé de l'hydro-écosystème. En complément de la cible initiale de 2075 GL, le gouvernement prévoit d'avoir recouvré 400 GL sur la cible complémentaire de 450 GL, avant fin 2026. La communauté agricole a fortement dénoncé cette

décision, qu'elle juge prise sans consultation, déconnectée de la réalité du terrain, et porteuse de forts risques socio-économiques. [Farmonline](#)

Environnement – Le secteur agricole s'inquiète de la réforme de l'*Environment Protection and Biodiversity Conservation (EPBC) Act*

Un des principaux chantiers environnementaux du gouvernement travailliste est la réforme de l'*Environment Protection and Biodiversity (EPBC) Act*, pour en améliorer l'adéquation avec les besoins de protection de la nature. La *National Farmers Federation* a appelé le ministre de l'Environnement M. Murray Watt, ancien ministre de l'Agriculture, à supprimer les duplications et incohérences entre lois fédérales et fédérées, et à préserver la productivité agricole. Le 27 novembre, le parti travailliste et les Verts ont annoncé avoir trouvé un accord pour valider la réforme, qui aura entre autres effets celui de faire venir les accords régionaux de foresterie dans le New South Wales et en Tasmanie, dans le champ de l'EPBC Act. Conscient de la forte réserve du secteur agricole, le gouvernement a annoncé plus tôt dans l'année une enveloppe de 300 M AUD pour développer la filière forestière, dont la transformation. [NFF](#), [AFR](#)

Commerce – Peu de signaux de reprise des discussions sur l'accord de commerce UE-Australie

A l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, le Premier ministre australien a poussé le projet d'accord de libre-échange UE-Australie auprès du Président Emmanuel Macron et d'autres dirigeants européens. Par ailleurs, un déplacement du commissaire européen Maros Sefcovic en Australie a été envisagé pour y rencontrer son homologue fin octobre. Cependant, ce déplacement ne s'est pas concrétisé, même si le Commissaire Sefcovic s'est rendu plus tard en Australie en marge d'une réunion des ministres du Commerce du CPTPP. Par ailleurs, le secteur agricole australien continue d'appeler le gouvernement à augmenter l'accès au marché européen pour les produits agricoles. Enfin, le 7^{ème} comité conjoint UE-Australie s'est réuni le 17 septembre pour faire le point sur la coopération générale entre les deux Parties, mais

n'a pas abouti à une impulsion particulière sur les négociations de l'accord de commerce. [The Age, NFF, NFF, DFAT](#)

Commerce - L'Australie et la Nouvelle-Zélande se rapprochent en matière commerciale

Les ministres australien et néo-zélandais en charge du commerce se sont rencontrés début octobre et ont discuté des conditions actuelles du commerce mondial. Ils ont annoncé qu'ils intensifieraient les alignements entre les agences *Standards Australia* et *Standards New Zealand*, et qu'ils exploreraient des approches de type marché unique pour renforcer leurs liens commerciaux. Ils prévoient d'agir de concert à la prochaine réunion ministérielle OMC (MC14) pour faire progresser les projets de réforme de l'organisation. Rappelant l'importance de continuer à œuvrer pour améliorer le caractère ouvert et équitable du commerce agricole mondial, ils ont salué l'entrée en vigueur de l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche. [Minister Farrell, RNZ](#)

Commerce - L'accord de commerce entre l'Australie et les Emirats arabes unis est entré en vigueur début octobre

Les EAU sont le principal débouché pour les exportations australiennes au Moyen-Orient, l'agneau australien par exemple représentant 68% de parts du marché émirati. L'accord accentuera les relations commerciales entre les deux pays, en supprimant les droits de douane à l'entrée du marché émirati sur la viande rouge congelée, les graines de colza, les légumineuses et les produits laitiers. Cela devrait représenter autour de 50 M AUD par an d'économies de droits de douane, pour les exportateurs agricoles australiens. [Minister Collins, Farmonline](#)

Production – La récolte australienne de grains 2025-26 anticipée à 62,8 Mt

Rabobank a évalué à 62,8 Mt la récolte australienne de grains d'hiver, soit une augmentation de 6,44% par rapport à la campagne précédente. Cette performance est portée par la

survenue de pluies tardives consolidant les rendements. [Farmonline](#)

Production – La production australienne de bœuf atteint de nouveaux records

La filière bovine australienne a produit entre janvier et septembre un total de 2,16 millions de tonnes de viande de bœuf, soit une augmentation de 13% par rapport à la même période en 2024. Au troisième trimestre, 2,48 millions de bovins ont été abattus pour une production record de 759 270 t, en particulier dans le *New South Wales*, le *Victoria* et le *Queensland*. Sur la même période, 2 millions d'ovins ont été abattus, en baisse de 20% par rapport au deuxième trimestre, et de 26% par rapport au troisième trimestre 2024 ; cela fait suite à un pic de production en 2024-25. [MLA](#)

Production – La production australienne de lait devrait continuer de décroître

La production de lait en Australie devrait baisser de 1,7% pour la campagne 2025-26 et s'établir à 8,05 MdL. Cette baisse fait suite à une baisse de 0,7% entre les deux campagnes précédentes. Cette tendance s'explique surtout par deux facteurs : de l'aliment animal insuffisant et cher ; et une décapitalisation des cheptels dans les régions touchées par des épisodes de sécheresse (Sud-Est du pays). Les exports de produits laitiers ont en revanche augmenté de 1,5% en volume et 12% en valeur entre les campagnes 2024-25 et 2025-26, surtout sur le beurre et le cheddar. [Farmonline, Farmonline](#)

Production – Le gouvernement fédéral consacre 27 M AUD à l'adaptation à la sécheresse

Alors que des régions australiennes connaissent une situation de sécheresse depuis plusieurs mois, le gouvernement fédéral a annoncé dédier un budget de 27 M AUD à la résilience à la sécheresse. A l'approche de l'été, cette enveloppe financera le déploiement et l'adoption de pratiques limitant les usages en eau, ou de drones et de systèmes robotiques permettant des optimisations. Les gouvernements fédéral et du *Queensland* ont par ailleurs annoncé une contribution commune de

60 M AUD pour soutenir les communautés rurales face aux sécheresses. [Minister Collins, Farmonline, Minister Collins](#)

Climat – Le Parti Nationals et le Parti Liberals abandonnent la cible de net zéro à 2050

Le chef du parti Nationals, M. David Littleproud, ancien ministre fédéral de l'Agriculture, s'est exprimé à la conférence *Cattle Connect*, estimant que les producteurs de viande bovine avaient réalisé beaucoup plus d'efforts que d'autres secteurs de l'économie pour réduire leurs émissions. [Farmonline](#)

Alimentation – Le gouvernement australien installe un conseil national de l'alimentation

La ministre de l'Agriculture Mme Julie Collins a annoncé la composition du Conseil national de l'alimentation, organe de mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire *Feeding Australia* adoptée plus tôt en 2025. La *National Farmers Federation* (NFF) s'est réjouie de la nomination de sa directrice par intérim, Mme Su McCluskey (en sa capacité de Présidente du Fonds Crawford pour la sécurité alimentaire) ; et de Mme Tracy Sullivan, membre du conseil des Directeurs de la NFF et de l'association australienne des vétérinaires. Le Conseil devrait se réunir pour la première fois avant la fin d'année. [Minister Collins, NFF](#)

SPS – Une évaluation du système australien de biosécurité révèle des failles dues à des manques de coordination interne

L'évaluation, conduite par l'Inspecteur-général de la biosécurité M. Lloyd Klumpp, conclut à des manques de coordination menant à plusieurs types d'irrégularités : des différences de traitement des administrés ; des allègements consentis pour faciliter le commerce ; un manque de traitement des récidives de non-conformités ; un manque de capacité du gouvernement à faire appliquer certaines règles ; et des difficultés de management interne. [Farmonline](#)

SPS – Les autorités australiennes modifient certains usages du diméthoate sur myrtilles, framboises et mûres

L'*Australian Pesticides and Veterinary Medicines Authority* a annoncé porter à 14 jours le délai avant récolte après épandage de l'insecticide diméthoate sur myrtilles, framboises et mûres. Cette décision fait suite à une étude montrant que les Australiens consomment davantage de baies que ce qui avait été pris en compte pour calculer les limites maximales de résidus. Les fabricants de diméthoate ont un an pour adapter les étiquettes sur les produits. En pratique, au vu de la faible durée de conservation des petits fruits, cette extension de la durée avant récolte revient à ne plus permettre les utilisations de diméthoate visées. [ABC, APVMA](#)

SPS – Les agences sanitaires australienne et néo-zélandaise partageront leurs évaluations de nouveaux produits

Les agences chargées de l'évaluation des intrants agrochimiques en Australie (*Australian Pesticides and Veterinary Medicines Authority*) et en Nouvelle-Zélande (*New Zealand Food Safety*) ont annoncé un partenariat par lequel elles mettront en commun leurs efforts pour éviter des redondances : formations croisées du personnel, partage d'informations, amélioration de l'efficacité des processus d'évaluation. [MPI](#)

R&D – Les dépenses de R&D dans l'agriculture australienne représentent 3,0 Md AUD en 2024-25

Le financement de la R&D agricole en Australie se chiffre à 3,02 Md AUD pour l'année 2024-25, un montant stable par rapport à l'année 2023-24. Les fonds sont issus de financements privés (1,42 Md AUD), du gouvernement fédéral (1,03 Md AUD), des universités (340 M AUD), et des gouvernements fédérés (220 M AUD). Bien que les financements viennent toujours majoritairement de fonds publics, la contribution privée a augmenté de 4,2% par an dans les 20 dernières années, contre 1,4% par an pour la contribution publique. Sur cette même période, le gouvernement fédéral et les gouvernements

fédérés ont diminué leurs dépenses de R&D agricole respectivement de 3,0% et 1,9% par an en moyenne. [DAFF](#)

Réunion des ministres fédérale et fédérés de l'Agriculture

La ministre fédérale de l'Agriculture Mme Julie Collins et ses homologues dans les Etats et Territoires de l'Australie se sont réunis le 7 novembre. Ils ont notamment discuté de la bonne montée en puissance de la préparation à une éventuelle incursion d'IAHP de souche H5 ; de l'élaboration en cours de la stratégie nationale pour l'alimentation ; de la nécessité de continuer à harmoniser les normes fédérales et fédérées en matière de bien-être animal ; des situations difficiles des agriculteurs face aux sécheresses qui ont touché certaines zones du pays ; de leur action conjointe pour réduire les émissions agricoles dans le contexte de la récente publication du plan sectoriel pour l'agriculture et les sols ; des améliorations nécessaires au système de biosécurité ; et du projet de déclaration nationale en cours de consultation publique sur la place des

populations autochtones dans l'agriculture australienne. [DAFF, DAFF](#)

Production – Les 10% plus grosses exploitations agricoles australiennes (élevage et grandes cultures) représentent 56,3% de la production

Cette concentration est la plus marquée dans la filière bovine, et la moins marquée dans l'élevage laitier, les 10% plus grosses exploitations représentant respectivement 60% et 35% de ces productions. [DAFF](#)

Pêche – Le gouvernement australien renforce ses contrôles à l'import pour éviter les produits de la pêche INN

Le gouvernement a identifié quatre espèces pour lesquelles le risque est élevé d'importer en Australie des produits issus de pêche illégale, non déclarée et non réglementée : requins, encornets, surimi, sardines. En réponse, il prévoit de mener une évaluation des codes à l'import et de recourir à davantage de dispositifs de traçabilité. [Minister Collins](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 25/11/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
<i>Septembre 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	83,8M€	5,4M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		+78,4M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 42,0M€ Préparations à base de céréales (19) : 7,8M€ Produits laitiers (04) : 4,8M€	Fruits (08) : 1,3M€ Boissons (22) : 1,0M€ Graines et semences (1209) : 0,8M€
<i>Août 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	64,8M€	67,5M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		-2,7M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 30,9M€ Préparations à base de céréales (19) : 6,8M€ Résidus des industries ; aliments pour animaux (23) : 4,3M€	Graines et semences (1209) : 63,6M€ Boissons (22) : 1,3M€ Fruits (08) : 0,8M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- Après le départ en septembre de M. Adam Fennessy, Secrétaire du Département fédéral de l'agriculture, des pêches et des forêts (DAFF), Mme [Victoria Anderson](#), actuellement haute fonctionnaire au sein du Trésor australien, a été nommée Secrétaire du DAFF.
- Le Président de la [National Farmers Federation](#), M. David Jochinke, a terminé son mandat le 17 octobre. Le bureau de l'organisation a élu M. Hamish McIntyre, agriculteur du Queensland (coton, grandes cultures, bétail), pour prendre sa suite.
- Le bureau d'analyses économiques (ABARES) du Département fédéral de l'agriculture a publié une étude retraçant les réformes que l'Australie a conduites sur sa [politique agricole](#), et concluant que cela pourrait servir d'exemple à d'autres pays développés envisageant de réformer leur secteur agricole vers davantage de compétitivité, tout en maintenant une haute performance environnementale.
- Dans un contexte de manque de concurrence dans le secteur de la [grande distribution](#), le Premier ministre en tournée aux Emirats Arabes Unis a invité la chaîne de supermarchés émiratie LuLu à investir en Australie.
- Le gouvernement fédéral ouvre un cycle doté de 16 M AUD de financements pour soutenir 10 projets d'agriculture intelligente face au climat (programme [Climate-Smart Agriculture](#)), incluant entre autres : le développement de capacités dans le riz, le soutien à des conseillers agricoles locaux, l'aide à la vérification de la durabilité des pratiques, la réduction des émissions dans le vin, le soutien à de l'agroforesterie, le suivi de la santé des sols, l'optimisation du pâturage.
- Près de 8 Mha ont brûlé dans le [Northern Territory](#) en octobre, ce qui porte à 26 Mha la surface brûlée sur les 12 derniers mois. Le mois d'octobre a été le plus chaud enregistré dans le territoire, avec un dépassement de près de 3°C des moyennes de long-terme.
- L'[Australian Conservation Foundation \(ACF\)](#) a publié un rapport concluant que les 20 plus grandes entreprises alimentaires australiennes ont réalisé des progrès marginaux en termes de protection de l'environnement et de la biodiversité.
- Lors de la conférence AgXChange organisée par la [National Farmers Federation](#), le directeur de la [Space Industry Association of Australia](#) s'est inquiété de la dépendance du secteur agricole à des [satellites](#) étrangers dans un contexte géopolitique incertain, et a appelé l'Australie à améliorer son autonomie sur ce secteur. Une des vulnérabilités concrètes est la dépendance aux données collectées par les Etats-Unis et alimentant les systèmes de prévision [météorologiques](#) dans le monde, que le Président Trump a annoncé vouloir désinvestir. Par ailleurs, un éventuel enrayement dans la collecte de données gênerait voire bloquerait des outils tels que l'intelligence artificielle.
- L'Australie améliore son accès au [marché indien](#) pour les produits issus de l'[agriculture biologique](#), grâce à un récent accord de reconnaissance mutuelle pour certains produits : produits végétaux (à l'exclusion des algues, des plantes aquatiques, des productions sous serre) ; produits alimentaires transformés à partir d'au moins un ingrédient d'origine végétale ; vin.
- Le [Pakistan](#) a ouvert son marché au [colza](#) australien génétiquement modifié. Environ 46% du colza australien est OGM.
- Le [Vietnam](#) a ouvert son marché aux myrtilles australiennes, un flux estimé à environ 22 M AUD d'exports australiens sur les 5 prochaines années. Le Vietnam a obtenu en retour un accès pour ses pomelos au marché australien.

- Une souche d'[influenza aviaire](#) hautement pathogène [H5N1](#) pourrait être présente sur l'île australienne de Heard, où une forte mortalité a été observée parmi des éléphants de mer. Le gouvernement australien investit [100 M AUD](#) dans la préparation et la réponse à une éventuelle incursion du virus sur le territoire, et soutient le [Victoria](#) par une contribution de 1,7 M AUD (équipements).
- Une baisse de la production britannique de viande bovine, combinée au fait que les distributeurs recherchent des fournisseurs fiables de viande de qualité et durable, profitent au bœuf australien sur le marché du [Royaume-Uni](#). Actuellement, 1% de la viande bovine consommée au Royaume-Uni est d'origine australienne.
- Le Parti Travailiste a indiqué avoir l'intention de soutenir le déploiement des [inhibiteurs de méthane](#) entérique.
- Un projet de 5 ans de l'Université du Queensland soutenu par *Meat & Livestock Australia* devrait être en mesure de permettre l'incorporation de traits de réduction de [méthane](#) (jusqu'à 1% par an) dans la sélection génétique des troupeaux, ce qui serait une solution adaptée aux élevages bovins extensifs.
- L'*Australian Agricultural Company* (AACo), un des plus gros producteurs australiens de viande bovine (450 000 têtes), a acheté des parts dans l'entreprise américaine Athian, qui a développé une plate-forme d'échange de crédits de réduction de [méthane](#) dans l'élevage. Athian, fondée en 2022, compte également dans ses actionnaires Mondelez International, Tyson Foods, Chipotle Mexican Grill, entre autres. AACo compte en particulier faire valoir ses essais d'utilisation d'inhibiteurs de méthane à base de microalgue *Asparagopsis*.
- Suite à un différend entre [Fonterra](#) et une grande ferme laitière du Victoria (Platts), celle-ci envisage d'arrêter de fournir la coopérative néo-zélandaise, soit une perte potentielle de volume de 16 millions de litres de lait par an.
- Le gouvernement fédéral a ouvert un nouveau cycle de financements en soutien à la filière ovine du Western Australia, en prévision de l'arrêt des [exports de vifs](#) prévu au 1^{er} mai 2028. Les financements aideront à l'élaboration de nouveaux business plans, à l'adoption de nouvelles pratiques, à l'ajustement des opérateurs de transports, et au soutien à la santé mentale.
- La fromagerie [Long Paddock](#), fondée dans le Victoria par deux Français et une Australienne, a remporté une médaille d'or au Mondial du fromage, pour son *Banksia*.
- La fédération professionnelle *Australian Dairy Farmers* s'indigne de l'importation par la chaîne de grande distribution Woolworths, de [beurre américain](#) (marque Hillview) dont l'emballage vert et doré évoque fortement la charte graphique de la marque nationale *Australian made*.
- JBS Australie a obtenu l'autorisation d'utiliser la technologie de [grading](#) des carcasses par caméra MEQ dans trois abattoirs, ce qui permet une catégorisation très fine de la qualité de la viande et de réduire la variabilité dans la gradation, deux facteurs qui augmenteront la valeur ajoutée par une meilleure segmentation des produits.
- La filière australienne de la viande bovine s'émeut de ce que l'UE a interdit l'usage de certains mots pour désigner des [viandes alternatives](#), avant l'Australie qui développe pourtant une filière très volumineuse.
- Le spécialiste français de la [viande cultivée](#) Parima, né du rachat de Vital Meat par Gourmey, a franchi une étape réglementaire vers la commercialisation en Australie et en Nouvelle-Zélande de sa viande de canard cultivée.
- Une éleveuse de South Australia fait la promotion de la race [Normande](#) pour son excellente combinaison de production de lait et de viande. La race monte en puissance en Australie, apportant

une solution au problème de l'abattage des jeunes [veaux laitiers](#) grâce à sa combinaison entre une bonne production de lait et de la viande de qualité.

- Une évaluation de la mortalité de masse de 15 000 t de [saumons](#) lors de l'été 2024-25 en Tasmanie a démontré que le manque de données fiables a ralenti la prise de décision par les opérateurs face à une contamination par la bactérie *P. salmonis rickettsia*, et provoqué des difficultés de communication avec les autorités de l'Etat. La filière indique avoir besoin de ce que l'antibiotique florfénicol soit rendu disponible.
- Le groupe Tassal a observé une forte mortalité de [barramundi](#) dans un élevage dans le Western Australia ; l'épisode a été attribué à un parasite et à des températures de l'eau plus froides que la moyenne. Un lanceur d'alertes a transmis des images d'importantes quantités de barramundis morts enterrés.
- Un nouveau vaccin développé par l'Université du Queensland avec le soutien de la *Fisheries Research and Development Corporation* (FRDC) améliore la résistance des [thazards](#) (sérieux à queue jaune) à plusieurs bactéries à risque en fermes aquacoles, permettant de réduire le recours aux antibiotiques.
- L'Australie a ouvert son marché aux [escargots](#) pour héliciculture, à certaines conditions en matière de [biosécurité](#).
- Le [varroa](#) a été détecté à nouveau dans l'Etat d'Australie Méridionale (Salt Creek), après une première détection en septembre (Riverland) à 300km de distance. Le gouvernement fédéral avait fin 2023 indiqué abandonner toute stratégie d'éradication, pour privilégier une stratégie de gestion du parasite.
- L'*Australian Pesticides and Veterinary Medicines*, qui mène actuellement une évaluation du [paraquat](#) devant être rendue en décembre, a évoqué une période de transition de 2 ans vers une éventuelle adaptation des usages autorisés.
- [Bayer](#) a indiqué son intention de déposer en 2026 une demande d'enregistrement de son nouvel herbicide à spectre large ([icafolin-méthyl](#)) en Australie, pour une disponibilité à partir de 2028. Le groupe a également demandé des autorisations de mise sur le marché dans l'UE, au Canada, au Brésil et aux Etats-Unis. D'après la *Grains Research and Development Corporation*, les résistances aux herbicides occasionnent aux cultivateurs de grains des coûts de 3,3 Md AUD par an.
- La *Grains Research and Development Corporation* a lancé un projet doté de 4,5 M AUD pour développer les technologies de [phénotypage](#) par drone et par capteur.
- La *Grains Research and Development Corporation* a lancé un projet de recherche avec un financement initial de 13 M AUD pour améliorer les variétés de [sorgho](#) (qualité, rendement, résilience). Le projet est coordonné avec l'*University of Queensland*, et durera 7 ans.
- L'organisation de recherche appliquée *Agrifutures Australia* communique sur les atouts du [chanvre industriel](#) (sans effet psychoactif mesurable) : fibre pour la construction et l'emballage, graines pour l'alimentation humaine, huile pour la cosmétique. Dans ce contexte, des nouveaux [essais](#) ont été lancés pour tester la culture en zones froides et sèches ; à ce stade, il y a seulement 1000 ha de culture de chanvre industriel dans le pays. La filière vise notamment à développer les exports vers le marché chinois.
- L'agence australienne *Food Standards Australia New Zealand* a adopté une modification de la réglementation pour rendre obligatoire sur l'étiquette la mention des [caractéristiques énergétiques](#) des boissons alcoolisées. Cette décision, qui a été motivée par une prévalence de l'obésité, s'applique également au marché néo-zélandais, qui suit les mêmes standards.

- Treasury Wine Estate a annoncé fin octobre prévoir de vendre moins de [vin](#) que prévu sur le marché chinois en raison d'une baisse de la demande due à des changements de comportements alimentaires, et à une plus grande sobriété sur les banquets publics. L'entreprise étudie donc des marchés alternatifs.
- L'entreprise australienne *Brown Brothers* commercialise des [bouteilles](#) de vin en aluminium pour réduire l'empreinte carbone (la filière a un objectif de net zéro à 2050 et l'emballage compte pour 70% de ses émissions). La bouteille, fabriquée aux Etats-Unis, pèse 40% de moins qu'une bouteille traditionnelle en verre. Reconnaissant la frilosité d'une partie des consommateurs, elle insiste sur l'absence d'impact sur le goût.
- Alors que les Philippines ont fait une demande auprès des autorités australiennes pour exporter des bananes, la filière australienne de la [banane](#) appelle le Gouvernement fédéral à ne pas ouvrir ce canal compte tenu de risques de biosécurité (Sigatoka noir, maladies des taches...) et d'inondation du marché australien. L'Australie compte plus de 500 producteurs de bananes, et 94% de la production est réalisée au nord du Queensland.
- [Fidji](#) travaille à des partenariats avec Kiribati et Tuvalu pour accéder au thon de leurs eaux, le changement climatique déplaçant les stocks plus au nord et plus à l'est.

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

Investissement – Les actionnaires de Fonterra approuvent massivement la vente des activités grand public à Lactalis ; le Vice-Premier ministre critique ouvertement Fonterra ; Fonterra précise sa stratégie post-vente à Lactalis

Le 30 octobre, les actionnaires de la coopérative laitière, plus grosse entreprise de Nouvelle-Zélande, ont voté à 88,47% pour la vente des activités grand public et marques de consommateurs de Fonterra au géant français Lactalis, numéro un mondial du secteur. La vente représente un montant de 4,22 Md NZD, que Fonterra prévoit d'utiliser pour investir dans les segments des ingrédients laitiers pour l'industrie et des chaînes professionnelles du food service et de la cuisine. La vente reste conditionnée à plusieurs autorisations en attente, dont celle de l'Overseas Investment Office néo-zélandais, et celle du Financial Investment Review Board australien. Les partenaires envisagent une concrétisation de l'opération début 2026. En Australie, l'*United Workers Union* a demandé à [Fonterra](#) de garantir le maintien en poste des employés des sites australiens cédés à Lactalis.

Dans une lettre ouverte aux éleveurs actionnaires de Fonterra, le Vice-Premier ministre et ministre

des Affaires étrangères M. Winston Peters avait appelé ceux-ci à ne pas voter cette cession, estimant qu'il y avait un risque sur le fait que, au-delà des trois premières années, Lactalis n'aurait plus l'obligation de se fournir en lait collecté par Fonterra pour les marques Anchor et Mainland. Cela résulterait en une baisse du prix de vente du lait en sortie de ferme ; et en une perte de contrôle de Fonterra sur la qualité des produits issus de son lait. Il avait accompagné cet appel d'une menace d'un possible renforcement réglementaire s'appliquant spécifiquement à Fonterra. Enfin, il s'en était pris aux directeurs de Fonterra, les estimant absents, profitant exagérément de la vente par des bonus annuels, prévoyant de quitter leur poste dans la foulée. En réponse, Fonterra avait rappelé avoir été ouverte pour partager les informations relatives à l'accord passé avec Lactalis, mais que c'était le Parlement néo-zélandais qui avait décliné ses propositions de présentation. Fonterra avait également rappelé que les termes de la vente avaient été publiés et débattus pendant 16 mois avec les actionnaires, que l'option de vendre à Lactalis était la plus profitable, et certifié que les dirigeants ne percevraient pas de bonus lié à la vente. Fonterra avait enfin rappelé que ses activités food service et

ingrédients pour l'industrie avaient une bien meilleure rentabilité, qu'elle prévoyait un retour au niveau actuel de profit sous 3 ans malgré la vente. On peut noter que M. Peters a été le seul membre de la Coalition au pouvoir à s'opposer publiquement à la vente, la grande majorité des opinions exprimées soutenant Fonterra dans sa démarche indépendante et informée. M. Peters a réitéré début novembre, une fois la vente validée par les actionnaires de Fonterra, ses critiques sur l'opération.

Fonterra a par ailleurs précisé sa stratégie post-vente de ses activités grand public à Lactalis. Elle a indiqué avoir l'intention de développer sa production de beurre, de crème, de cream cheese et autres produits à destination des multinationales des ingrédients laitiers et des professionnels de la cuisine. Dans cette optique, deux annonces ont eu lieu: un plan d'investissement de 1 Md NZD pour augmenter la valeur, et des investissements précis sur les sites de production. Notamment, un investissement de 75 M NZD est prévu pour augmenter de 50 000 t la capacité annuelle de production de beurre de son usine de Clandeboye. Fonterra prévoit également de développer sa production bio, les résultats sur ce segment étant en augmentation constante depuis 5 ans du fait d'une forte demande mondiale (notamment USA et Asie) et ayant atteint leur niveau record en 2025 (+27% de chiffre d'affaires par rapport à 2024). Avec ces investissements, Fonterra prévoit de retrouver en 2028 un niveau de profit similaire à 2025 malgré la vente de ses activités grand public au groupe Lactalis.

[Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [Fonterra](#), [Farmonline](#), [NZ First](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [Spinoff](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [NZ Herald](#), [Farmonline](#), [Rural News](#), [Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmonline](#), [Fonterra](#),

Climat – Le gouvernement abaisse la cible néo-zélandaise à 2050 de réduction du méthane biogénique et fait l'objet de fortes critiques

Le 12 octobre, le gouvernement a baissé à 14-24% la cible néo-zélandaise de réduction du méthane biogénique à 2050 (par rapport aux niveaux de 2017), s'alignant sur le conseil de l'*Independent*

Methane Science and Targets Review Panel. L'objectif prévalant jusque-là, fixé dans la loi en 2019, était une réduction de 24-47%. Les ministres en charge ont justifié cette décision par le principe de «non-contribution à un réchauffement climatique additionnel». Ils ont également souligné l'efficience climatique de la production animale néo-zélandaise, et indiqué agir pour éviter que celle-ci s'érode, freinée par des cibles climatiques trop ambitieuses, au profit de productions moins efficientes dans d'autres pays. Le gouvernement, qui insiste sur le caractère fondé scientifiquement de ces nouvelles cibles, et sur l'équilibre atteint entre préservation de la production agricole et effort de réduction des émissions, prévoit une réévaluation en 2040.

Le gouvernement a fait d'autres annonces à cette occasion. D'abord, rejetant toute approche punitive, et marquant sa confiance dans les technologies et les dynamiques impulsées par les filières et par les transformateurs (Fonterra, Silver Fern Farms) pour réaliser les réductions d'émissions, il a confirmé abandonner le principe de taxer les émissions à la ferme. A ce titre, il a rappelé son investissement (lancé en 2023) de 400 M NZD dans le développement de solutions techniques et technologiques pour réduire les émissions à la ferme. Deuxièmement, il a annoncé que serait étudiée l'option d'adopter des cibles différencierées par gaz à effet de serre dans les engagements internationaux de la Nouvelle-Zélande. Enfin, il a publié un outil officiel de calcul des émissions à la ferme.

Le méthane biogénique provient quasi exclusivement des élevages ruminants ; comme il représente autour de 40% des émissions nationales néo-zélandaises, la réception de ces annonces a été mitigée. Le secteur agricole, dont les demandes en matière climatique ont été très largement reprises par ces annonces du gouvernement, estime que la baisse des cibles était sensée, tout en notant qu'elles restaient un défi pour les éleveurs. Il indique que le bas de la fourchette (14% de réduction), calculé comme étant le résultat à atteindre pour ne pas ajouter au réchauffement si les autres pays respectent leurs engagements, est l'objectif qu'il poursuivra. Il a par ailleurs salué l'abandon de la taxation des émissions à la ferme, notant qu'aucun autre pays ne suivait cette voie, et

appelant plutôt à des mécanismes incitatifs de marché. Il a également rappelé les efforts déjà consentis depuis 2017, par exemple dans le secteur laitier qui a réalisé une réduction de 4,1% des émissions de méthane grâce à des gains de productivité et des améliorations environnementales. L'opposition et la communauté scientifique, de leur côté, ont dénoncé cette baisse d'ambition, rappelant que le principe d'absence de contribution au réchauffement n'est pas compatible avec les attentes de l'Accord de Paris de 2015, et que celui-ci appelle à l'action maximale de chaque pays. Les risques réputationnels pour les exportations agricoles néo-zélandaises ont été cités. Enfin, des ministres en charge de l'action climatique dans les pays du Pacifique, particulièrement exposés, ont également exprimé leur déception vis-à-vis de la décision néo-zélandaise.

A la COP30 de Belem, le ministre néo-zélandais en charge du Changement climatique a mis en avant la capacité d'innovation des agriculteurs du pays, leur efficience en termes d'intensité en émissions, et évoqué l'ajustement des engagements néo-zélandais. La Nouvelle-Zélande a soutenu l'initiative du Brésil *Resilient Agriculture Investment for Net Zero land degradation*, aux côtés de 8 autres pays (Canada, Allemagne, Japon, Arabie Saoudite, Australie, Norvège, Pérou, Royaume-Uni). L'ONG *Climate Action Network International* a cependant attribué à la Nouvelle-Zélande le prix *Fossil of the day* pour cette décision.

[Beehive](#), [SpinOff](#), [Farmers Weekly](#), [BeefLambNZ](#), [Federated Farmers NZ](#), [Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [DCANZ](#), [DairyNZ](#), [Beehive](#), [Stuff](#)

Climat – La filière néo-zélandaise de la viande rouge lance une déclaration internationale appelant à une approche différenciée par gaz à effet de serre

Dans le contexte de la COP30 à Belem, l'organisation professionnelle *Beef and Lamb NZ* a initié et fait adopter, avec une trentaine d'autres organisations, une déclaration internationale appelant à fonder sur la science les stratégies en matière de réduction des émissions agricoles. La

déclaration estime nécessaire de séparer les gaz à durée de vie longue dans l'atmosphère (CO₂), pour lesquels l'objectif reste la neutralité ; et les gaz à durée de vie courte (CH₄), pour lesquels une dynamique de baisse maîtrisée est suffisante. Les autres signataires sont des organisations issues de 13 pays en plus de la Nouvelle-Zélande : Australie, Argentine, Royaume-Uni, USA, Uruguay, Afrique du Sud, Colombie, Inde, Kenya, Cambodge, Canada, Géorgie, et Irlande (seul Etat membre européen). [Farmers Weekly](#), [Farmonline](#), [BeefLambNZ](#)

Commerce – La Nouvelle-Zélande salue la levée de certains droits de douane « réciproques » américains (bœuf notamment)

Début novembre, une délégation économique néo-zélandaise l'organisation professionnelle de la viande rouge *Beef + Lamb NZ* s'est rendue à Chicago et à Washington. Elle a mis en avant l'importance des produits néo-zélandais vis-à-vis de la demande américaine, en particulier sur la viande bovine. Il n'y a pas eu d'annonce concrète du gouvernement suite à cette mission, mais le ministre du Commerce M. Todd McClay a rappelé l'impact des droits de douane dits « réciproques » imposés par les Etats-Unis aux importations depuis la Nouvelle-Zélande (15% de droit de base). Face à ces droits, les filières affichent une résistance variable : bonne pour les produits laitiers et la viande rouge, les exports reprenant à un niveau normal après seulement deux mois de perturbations ; moins bonne pour le vin, les imports américains ayant augmenté en mars et avril en prévision de l'entrée en vigueur des droits de douane dits réciproques, avant de baisser en mai (-11,5%), en juin (-10,5%), et en juillet (-40,8%). La levée des droits américains mi-novembre a été saluée par les filières néo-zélandaises, notamment du bœuf, du kiwi, des baies, et des avocats entre autres, qui représentent environ 25% des exports néo-zélandais vers les Etats-Unis soit 2,21 Md NZD. L'organisation professionnelle *Beef and Lamb NZ* a indiqué ne pas anticiper de modification soudaine du prix de vente du bœuf néo-zélandais sur le marché américain, suite à la suppression quelques jours plus tard des droits sur les viandes brésiliennes (40%). De son côté, la filière du bois a accueilli avec un certain soulagement l'annonce de

l'administration américaine de fixer un droit de douane moins élevé que craint initialement, de 10% aux importations de bois (et 25% pour les meubles), à partir du 14 octobre. La Nouvelle-Zélande exporte environ 380 M NZD de bois par an aux Etats-Unis.

La filière ovine américaine maintient quant à elle sa demande de protection face aux importations en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, sous la forme d'une enquête au titre des articles 201 et 202 de l'*US Trade Act*. Selon elle, les importations américaines de viande ovine ont en effet augmenté de 45% entre 2020 et 2023, lui faisant perdre 9% de parts du marché domestique, les imports représentant désormais 70% de la consommation nationale. A ce stade, l'administration américaine n'a pas donné suite. [Beehive](#), [BLNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [NZ Herald](#), [Farmers Weekly](#), [BLNZ](#), [Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

Commerce – Visite du Commissaire Sefcovic pour un sommet UE-NZ rassemblant 500 entreprises

Le 24 octobre a eu lieu un Sommet UE-Nouvelle-Zélande présidé par le Commissaire européen au Commerce, M. Maros Sefcovic, et par le Premier ministre néo-zélandais M. Christopher Luxon. L'événement a réuni 500 entreprises, de Nouvelle-Zélande et de 26 Etats membres de l'UE. Le ministre néo-zélandais du Commerce et de l'Agriculture Todd McClay s'est exprimé et a célébré le fait que les exports néo-zélandais vers l'UE avaient augmenté de 2 Md NZD depuis l'entrée en vigueur de l'accord de commerce.

La visite du commissaire européen a également été l'occasion d'instaurer le comité UE-NZ sur le commerce. MM. Sefcovic et McClay ont adopté à cette occasion une déclaration conjointe visant à dynamiser le commerce et à réduire les coûts, la Nouvelle-Zélande appelant une attention particulière sur le règlement européen sur la déforestation et la dégradation des forêts. [Beehive](#), [Beehive](#), [Rural News](#)

SPS – Les ventes d'antibiotiques agricoles en Nouvelle-Zélande continuent de baisser depuis 2017

Le *Ministry for Primary Industries* a publié les données de vente des antibiotiques agricoles pour 2024 (37 858 kg), qui montrent une baisse de 4% par rapport à 2023 (39 549 kg). Cette réduction a été drivée principalement par une baisse des pénicillines (-15%) et des céphalosporines (-12%). La tendance baissière se poursuit ainsi depuis 2017, année de pic avec un volume de 71 361 kg. Le secteur agricole salue ce résultat, qu'il attribue à une bonne coopération entre les vétérinaires, les agriculteurs, les filières et l'agence *New Zealand Food Safety*. [MPI](#), [Farmers Weekly](#)

Commerce – La Nouvelle-Zélande et l'Inde poursuivent leur rapprochement, sans conclure sur le commerce agricole

Début novembre, le ministre indien du Commerce s'est rendu en Nouvelle-Zélande et a rencontré le Premier ministre néo-zélandais, qui s'est dit confiant sur la conclusion d'un accord avant la fin du mandat parlementaire. Accompagné de 13 entreprises du secteur, le ministre néo-zélandais de l'Agriculture et du Commerce Todd McClay s'est ensuite rendu en Inde. Il a mis en avant la qualité des produits néo-zélandais, notamment agricoles, et a fait référence à une lettre d'intention sur la coopération dans la foresterie, signée plus tôt en 2025. Une visite réciproque est planifiée en février 2026. L'export de produits laitiers néo-zélandais continuent d'être un point d'achoppement majeur, avec les demandes indiennes d'assouplissement des conditions de visas en Nouvelle-Zélande. [Beehive](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [The Post](#), [Newsroom](#)

Alimentation – Les pertes et gaspillages alimentaires en Nouvelle-Zélande représenteraient 237 kg par personne et par an

Une étude de l'Université d'Otago conclut que 1,22 million de tonnes de nourriture sur les 30 millions de tonnes qui entrent dans la chaîne de production-distribution néo-zélandaise chaque année sont perdues, soit entre 5 et 10% de la quantité disponible (fourchette de valeurs du fait

de la fiabilité partielle de certaines données). De ce volume, 37% sont perdus au stade de la production ; 27% dans la transformation ; et 30% dans les foyers. Par ailleurs, 2,26 millions de tonnes sont réorientés vers des usages hors alimentation humaine, non considérés comme pertes ni gaspillages. Les 3,48 millions de tonnes de nourriture destinée à l'alimentation humaine qui n'atteignent ainsi pas cette fin sont utilisés en aliment animal, en biotransformation, ou mis en décharge. La filière de la viande rouge se félicite d'être identifiée positivement dans le rapport, avec seulement 5% des volumes entrant dans la chaîne production-transformation qui finissent perdus, résultat permis par une bonne valorisation des coproduits. [Ministry for the Environment](#), [Farmers Weekly](#)

Production – Le gouvernement néo-zélandais limite les possibilités de conversions de terres agricoles en carbon farming

Depuis le 31 octobre, par le *Climate Change Response (Emissions Trading Scheme - Forestry Conversion) Amendment Act*, la législation néo-zélandaise restreint la reconnaissance de plantations d'espèces exotiques au titre du marché carbone national, si elles sont implantées sur des terres agricoles à forte capacité productive. Il s'agit d'un engagement politique du gouvernement de freiner la conversion d'exploitations agricoles (élevages surtout) en *carbon farming*, pour préserver l'économie locale, cet engagement étant soutenu notamment par l'organisation professionnelle *Beef and Lamb NZ*, qui cependant appelle à étendre ce moratoire à l'ensemble des terres agricoles. [Beehive](#), [BeefLambNZ](#)

Génétique – NZ First bloque le projet de loi modernisant le recours aux techniques de modification et d'édition génétiques

NZ First, qui fait partie de la Coalition au pouvoir avec les partis National et ACT, a indiqué ne pas soutenir le projet de loi visant à assouplir la législation néo-zélandaise sur les OGM et l'édition génétique. Celle-ci, inchangée depuis trois décennies, pénaliserait la Nouvelle-Zélande par rapport à ses concurrents et freinerait le

déploiement de solutions permettant entre autres de réduire les émissions agricoles. La raison donnée est que le texte ne donne pas assez de garanties sur l'évitement de dissémination d'OGM dans l'environnement, sujet sensible après des épisodes concernant notamment le maïs au début des années 2000. NZ First demande donc des garde-fous supplémentaires. S'opposant au projet de loi, on compte également le secteur bio et une partie des filières agricoles, qui rappellent l'importance de la réputation *clean and green* des produits néo-zélandais ; ainsi que les Travaillistes et les Verts. [RNZ](#), [Newsroom](#), [Spinoff](#), [Farmers Weekly](#)

Alimentation – Lancement du guide Michelin en Nouvelle-Zélande

125 ans après sa création, le guide Michelin se lance en Nouvelle-Zélande et devrait publier de premières évaluations en 2026 pour des établissements des villes d'Auckland, Wellington, Christchurch et Queenstown. Le gouvernement néo-zélandais, qui a attribué 6,3 M NZD à l'opération via un partenariat entre *Tourism NZ* et *International Visitor Levy*, estime que cette dynamique pourrait amener jusqu'à 36 000 touristes de plus par an dans le pays. L'annonce a été reçue de manière mitigée, certains observant notamment que le financement public aurait pu être attribué plus directement au bénéfice du secteur de la restauration. [Beehive](#), [1News](#), [Spinoff](#)

Production - L'usine Barkers (groupe Andros) monte en volume de production

L'usine, propriété du groupe français Andros, et qui emploie jusqu'à 280 personnes dans les périodes de plus forte activité, suit une expansion pour un investissement de 60 M NZD : nouveaux entrepôts, nouvelles productions prévues pour fin 2025 (chutney, confitures, sauces). En parallèle, l'entreprise a demandé une autorisation pour rejeter des eaux usées sur des zones forestières et pâturées. [RNZ](#)

Production – La filière néo-zélandaise du vin fête les 30 ans de son dispositif de certification Sustainable Winegrowing NZ

L'organisation a publié son rapport annuel pour 2025, qui met un accent particulier sur la durabilité, soutien de la réputation des vins néo-zélandais et donc de sa performance économique. 90% du vin du pays est exporté pour un chiffre d'environ 2,1 Md NZD, vers plus de 100 marchés. Malgré les droits de douane appliqués par les Etats-Unis, ceux-ci restent le premier débouché de la filière, avec toutefois une forte dynamique à la hausse en Chine (+47%) et en Corée du Sud (+92%).

[NZ Wine](#)

Investissement – Les actionnaires d'Alliance valident la vente de 65% des parts de la coopérative à l'Irlandais Dawn Meats

Le 20 octobre, les actionnaires de la coopérative néo-zélandaise de viande Alliance ont voté en

faveur du rachat de 65% des parts par le groupe irlandais d'abattage-découpe Dawn Meats, pour un montant de 270 M NZD. Le conseil d'administration d'Alliance avait indiqué que cette opération était nécessaire pour la viabilité financière de la coopérative, en difficulté. Fin septembre, les éleveurs actionnaires avaient mis sur la table une alternative pour recapitaliser la coopérative, qui n'avait pas été retenue. [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

SPS – Le néo-zélandais Oritain acquiert un laboratoire français

L'entreprise néo-zélandaise Oritain, d'analyses permettant de déterminer la provenance d'un produit alimentaire, a acquis trois laboratoires en Europe dont Advanced Isotopic Analysis en France. [ODT](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 25/11/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
<i>Septembre 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	15,6M€	51,7M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		-36,1M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 6,8M€ Produits phytosanitaires (3808) : 1,3M€ Préparations à base de céréales (19) : 0,8M€	Fruits (08) : 35,4M€ Viandes (02) : 6,7M€ Produits laitiers (04) : 4,0M€
<i>Août 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	15,4M€	42,6M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		-27,2M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 5,8M€ Tracteurs (8701) : 1,8M€ Graines et semences (12) : 1,1M€	Fruits (08) : 24,6M€ Viandes (02) : 11,8M€ Boissons (22) : 2,1M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le ministre de l'Agriculture et du Commerce [Todd McClay](#) a conduit mi-novembre une visite officielle en Chine, Emirats Arabes Unis, Inde, Singapour et Australie pour promouvoir les produits néo-zélandais, en particulier la viande rouge, ainsi que le nouveau standard administratif « grass-fed ». Le ministre avait annoncé mi-octobre un partenariat stratégique sur l'alimentation avec [Singapour](#), créant une plate-forme renforçant la coopération et le commerce dans les sujets et produits alimentaires notamment, pour garantir la continuité de la disponibilité des produits essentiels en cas de crise.
- Dans la foulée de l'accord de commerce entré en vigueur en août reliant la Nouvelle-Zélande et les [Emirats Arabes Unis](#), les deux partenaires ont fait entrer en application le 18 novembre un traité bilatéral sur l'investissement, clarifiant et simplifiant les règles applicables.
- Le gouvernement a lancé une expérimentation pour alléger les contraintes d'étiquetage des produits alimentaires, afin de lever une barrière à l'investissement du marché néo-zélandais par de nouvelles chaînes de grande distribution. Le levier utilisé est de permettre un [étiquetage digital](#) pour éviter les ré-étiquetages physiques, coûteux.
- Une étude d'*Earth Sciences New Zealand* a montré que, sur 2 400 échantillons prélevés en eau douce potable entre 2022 et 2024, 31% des échantillons présentent une concentration en [nitrates](#) supérieure à 25 mg/L et 5% dépassent le seuil légal de 50 mg/L.
- Le gouvernement a annoncé une réforme de l'[Animal Welfare Act 1999](#), pour réduire les usages possibles de cages, et augmenter les possibilités de comportement naturel, dans l'élevage porcin. L'association animaliste SPCA NZ s'indigne du maintien de pratiques jugées en 2020 par la Haute Cour comme contraires à la législation.
- Le gouvernement prévoit d'introduire au Parlement en 2026 des modifications au [Biosecurity Act 1993](#), pour notamment renforcer les pénalités applicables aux visiteurs ne déclarant pas les biens à haut risque ; créer des pénalités pour obstruction à la police de biosécurité ; assouplir certains standards à l'import ; accélérer l'approbation de plans de gestion en cas de détection.
- Le *Ministry for Primary Industries* a ouvert une consultation publique sur des modifications aux réglementations applicables aux productions [biologiques](#) dans l'alimentation du bétail, les bâtiments d'élevage, la volaille et le vin.
- Le gouvernement a annoncé un investissement de 42 M NZD dans le développement de nouveaux produits pharmaceutiques naturels et autres produits [biosourcés](#). Le programme *Biodiscovery Platform* ainsi créé sera sous placé la responsabilité du *Bioeconomy Science Institute* nouvellement créé.
- D'après un rapport de l'USDA, la production néo-zélandaise de [lait](#) pour l'année 2026 devrait être proche de celle de la campagne précédente, à 21,9 millions de tonnes, confirmant le contexte économique porteur pour la filière. Les auteurs indiquent s'attendre à une poursuite de l'investissement dans les nouvelles technologies, l'amélioration de la productivité, et l'infrastructure sur ferme.
- La filière de la viande rouge se réjouit du changement de décision du gouvernement, après que le ministère chargé de l'[éducation](#) a finalement accepté de maintenir les sujets agricoles et agribusiness dans les cursus généralistes.
- Le gouvernement a annoncé un investissement de 8 M NZD dans une nouvelle unité de recherche dans la Waikato, visant à sélectionner les traits génétiques des vaches laitières mois émettrices de [méthane](#), de manière à réduire les émissions sans impacter la productivité.

- Le gouvernement et la filière agricole ont annoncé un investissement de 1,2 M NZD via AgrizeronZ pour une technologie portative sur les bovins permettant de réduire de jusqu'à 95% leurs [émissions](#) d'oxyde nitrique. L'appareil permet d'épandre l'urine des animaux pour éviter les taches concentrées produisant les émissions, et améliorer son effet de fertilisation.
- Lors de la *Chinese International Import Expo* mi-novembre, les autorités chinoises ont annoncé reconnaître le standard administratif [grass-fed](#) mis en place par le gouvernement néo-zélandais en juin 2025. Le [ministre Todd McClay](#) se félicite par ailleurs de la signature de plus de 20 MoU entre partenaires néo-zélandais et chinois pour une valeur totale de 450 M NZD, et que plus de 80 entreprises néo-zélandaises aient participé à l'événement. Par ailleurs, la filière de la viande rouge poursuit le déploiement sa marque [Taste Pure Nature](#), cette fois à Shanghai début novembre.
- D'après l'entreprise néo-zélandaise LIC, les [clôtures virtuelles](#) optimiseraient le finissage en viande des vaches laitières taries, par une meilleure utilisation des pâturages. Cela permettrait par ailleurs de réduire l'intensité en émissions de la viande bovine.
- Lincoln University a mené des essais sur les [biostimulants](#) AgriSea à base d'algues, et conclu qu'ils permettent d'augmenter la productivité des ovins et d'améliorer la santé des sols, réduisant ainsi le besoin en fertilisants.
- [Synlait](#) a annoncé la vente de son usine de Pokeno au groupe américain Abbott, pour un montant de 307 M NZD. Les recettes de la vente permettront de réduire la dette du groupe et de diversifier ses activités. L'office néo-zélandais des investissements étrangers ([OIO](#)) a donné son accord pour l'opération.
- La filière ovine se réjouit du succès de la marque [Lumina](#), de découpes d'agneau haut de gamme pour les restaurants prestigieux d'Europe du Sud (dont en France et en Italie).
- La chaîne de grande distribution Woolworths NZ a annoncé ne désormais plus vendre d'œufs de [poules pondeuses en cages](#). La chaîne Foodstuffs, principale concurrente de Woolworths en Nouvelle-Zélande, a annoncé avoir un objectif similaire à 2027. Woolworths indique cependant développer une ambition plus forte, afin de ne plus vendre de produits sous sa marque distributeur, ayant pour ingrédients des œufs produits en cage.
- Une jarre de deux litres de [miel de Manuka](#) a été révélée et vendue en France pour un montant de 500 000 NZD. En complément, 6 jarres à 10 000 NZD pièce et 66 jarres à 1 000 NZD pièce ont été mises en vente.
- Le *Ministry for Primary Industries* a ouvert une consultation, s'arrêtant le 28 novembre, sur 19 modifications techniques pour certaines zones de [pêche](#). Les propositions émanent de consultations préalables avec les organisations professionnelles, notamment pour clarifier et simplifier les réglementations, ainsi que réduire les coûts associés.
- L'Ambassadrice de France pour le Pacifique, Mme Véronique Roger-Lacan, a annoncé que la France assisterait les îles Salomon dans la lutte contre la [pêche illégale](#), notamment à l'aide du navire D'Entrecasteaux.
- La *Wuhan Intermediate People's Court* a donné raison à [Zespri](#) dans le contentieux engagé en 2023 contre deux producteurs chinois utilisant sans autorisation la variété Gold3 sur plus de 200 ha, les kiwis produits étant ensuite vendus en ligne.
- Dans la foulée de l'entrée en vigueur de l'accord de commerce entre la Nouvelle-Zélande et les [Emirats arabes](#) unis en août, l'organisation [Maori Kiwifruit Growers](#) a annoncé un partenariat avec Mr Apple et Zespri pour exporter des kiwis vers le marché émirati.

- Le groupe Ingka Investment, qui possède [Ikea](#), a acquis 10 000 ha de forêts dans le Northland, portant sa propriété forestière en Nouvelle-Zélande à un total de 30 000 ha, d'une valeur de 616 M NZD. Ikea prévoit d'ouvrir son premier magasin dans le pays (à Auckland) en décembre. La compagnie a indiqué vouloir utiliser du bois néo-zélandais pour ses produits, et ne pas utiliser ses forêts pour des crédits carbone.
- Dans son discours à la conférence nationale 2025 de l'association néo-zélandaise des [transformateurs et fabricants de bois](#), le ministre de l'Agriculture Todd McClay a mis en avant la performance remarquable de la filière en 2024-25, avec une augmentation des exports de 9% (+500 M NZD), ainsi que le souhait de développer l'industrie de transformation. Dans cet objectif, il a relevé que les coûts de l'énergie étaient un obstacle important, et a mentionné les démarches en cours pour aligner les standards néo-zélandais avec les standards australiens afin de faciliter les exports.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtresor.gouv.fr

Selection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)